

CONCOURS EXTERNE POUR L'EMPLOI D'INSPECTEUR STAGIAIRE
DU TRÉSOR PUBLIC

ANNÉE 1998

ÉPREUVE N° 3 A OPTION

Durée : 3 heures - Coefficient : 5

**Composition sur un ou plusieurs sujets donnés et/ou un cas pratique
d'ÉCONOMIE (page 2)**

OU

**Composition sur un ou plusieurs sujets donnés et/ou un cas pratique
de DROIT PRIVÉ (page 4)**

OU

**Composition sur un ou plusieurs sujets donnés et/ou un cas pratique
de DROIT PUBLIC (page 5)**

Le candidat traitera celui des trois sujets ci-après qui correspond à l'option qu'il a choisie lors de son inscription au concours : CE CHOIX NE PEUT PAS ÊTRE MODIFIÉ.

TRÈS IMPORTANT : Sous peine d'annulation de leur copie, les candidats ne doivent porter aucun signe distinctif (nom, prénom, lieu, etc.) sur la partie réservée à la rédaction.

Tournez la page S.V.P.

ÉCONOMIE

Les candidats sont autorisés à utiliser des calculatrices électroniques à fonctionnement autonome, sans imprimante, à entrée unique par clavier.

L'utilisation de tout document est interdite.

Les deux sujets doivent être traités.

1er SUJET

Quels sont les facteurs de régulation du marché du travail ?

2ème SUJET

Vous examinerez l'ensemble des données du tableau ci-joint et commenterez les chiffres du taux de chômage en insistant sur ses interactions avec l'évolution du PIB, de la production industrielle et du solde commercial.

Peut-on dresser une typologie des résultats obtenus par les différents pays étudiés ?

	Etats-Unis -----	Japon -----	Allemagne -----	France -----	Italie -----	Royaume-Uni -----	Canada -----
Production Industrielle (en %) Cumul sur 12 mois	+ 3,8	+ 4,5	+ 8,4	+ 2,8	+ 2,5	+ 1,2	+ 5,2
Taux de chômage (en %) Dernier mois connu Un an avant	Juillet 4,8 5,4	Juillet 3,4 3,4	Juillet 11,5 10,3	Juillet 12,5 12,4	Avril 12,5 12,3	Juillet 5,5 7,6	Juillet 9 9,9
Indice des prix (en %) Sur 12 mois	+ 2,1	+ 1,9	+ 1,9	+ 1	+ 1,5	+ 3	+ 1,8
Solde commercial (en milliards de dollars) Cumul sur 12 mois	- 177,6	+ 69,7	+ 71,4	+ 24,1	+ 41,7	- 16,4	+ 24,2
Croissance du PIB (en %) Sur 12 mois	+ 3,5	+ 2,6	+ 2,8	+ 1,1	+ 1,7	+ 3,5	+ 3,7
Solde des paiements courants en % du PIB 1997 (estimations OCDE)	- 2,3	+ 1,9	+ 0,1	+ 1,7	+ 4,3	+ 0,2	- 0,2
Déficit public en % du PIB 1998 (prévisions OCDE) 1997 (estimations OCDE)	- 1,2 - 1,1	- 2,3 - 3,1	- 2,7 - 3,2	- 3 - 3,2	- 3,8 - 3,2	- 1,8 - 2,8	+ 0,5 - 0,2
Dette publique en % du PIB 1997	63,8	90,8	61,8	57,8	123,3	54,1	97,2

DROIT PRIVÉ

L'utilisation de tout document (Code Civil, Code de Procédure Civile, etc...) est interdite.

Les deux sujets doivent être traités.

1er SUJET

Les hypothèques.

2ème SUJET

M. MARTIN doit une somme d'argent importante à M. DUPONT.

M. MARTIN informe M. DUPONT qu'il ne peut pas rembourser cette somme parce que de son côté il n'encaisse plus, depuis plusieurs mois, malgré les rappels à M. DURAND son débiteur, les échéances de la vente d'un immeuble avec paiement échelonné.

Or, M. DUPONT s'est renseigné sur le patrimoine de M. MARTIN. Il s'est rendu compte que M. MARTIN n'avait encore mené aucune action pour amener son débiteur à payer son dû et qu'en outre il avait procédé à une donation à ses enfants de l'essentiel de son patrimoine.

Craignant de ne pas pouvoir recouvrer sa créance, M. DUPONT vient vous trouver pour vous demander quelles actions entreprendre.

DROIT PUBLIC

L'utilisation de tout code ou document est interdite.

Les deux sujets doivent être traités.

1er SUJET

La Commission de l'Union Européenne.

2ème SUJET

Commentez l'arrêt du Conseil d'État du 17 février 1995 - M. MARIE (page 6) :

Tournez la page S.V.P.

Considérant qu'aux termes de l'article D. 167 du Code de procédure pénale : "La punition de cellule consiste dans le placement du détenu dans une cellule aménagée à cet effet et qu'il doit occuper seul ; sa durée ne peut excéder quarante cinq jours..." ; que l'article D. 169 du même Code prévoit que "La mise en cellule de punition entraîne pendant toute sa durée, la privation de cantine et des visites. Elle comporte aussi des restrictions à la correspondance autre que familiale..." ; qu'en vertu de l'article 721 du même Code, des réductions de peine peuvent être accordées aux condamnés détenus en exécution de peines privatives de liberté "s'ils ont donné des preuves suffisantes de bonne conduite" et que les réductions ainsi octroyées peuvent être rapportées "en cas de mauvaise conduite du condamné en détention" ; que, eu égard à la nature et à la gravité de cette mesure, la punition de cellule constitue une décision faisant grief susceptible d'être déférée au juge de l'excès de pouvoir ; que M. MARIE est, dès lors, fondé à demander l'annulation du jugement attaqué, par lequel le tribunal administratif de Versailles a rejeté comme non recevable sa demande tendant à l'annulation de la décision du 29 juin 1987 par laquelle le directeur de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis lui a infligé la sanction de mise en cellule de punition pour une durée de huit jours, avec sursis, ainsi que de la décision implicite du directeur régional des services pénitentiaires rejetant son recours hiérarchique contre cette décision ;

Considérant qu'il y a lieu d'évoquer et de statuer immédiatement sur la demande présentée par M. MARIE devant le tribunal administratif de Versailles ;

Considérant qu'aux termes de l'article D. 262 du Code de procédure pénale, "les détenus peuvent, à tout moment, adresser des lettres aux autorités administratives et judiciaires françaises (...) Les détenus qui mettraient à profit la faculté qui leur est ainsi accordée soit pour formuler des outrages, des menaces ou des imputations calomnieuses, soit pour multiplier des réclamations injustifiées ayant déjà fait l'objet d'une décision de rejet, encourent une sanction disciplinaire, sans préjudice de sanctions pénales éventuelles" ;

Considérant que, pour infliger à M. MARIE la sanction de huit jours, avec sursis, de cellule de punition, le directeur de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis s'est fondé sur ce que la lettre du 4 juin 1987 adressée par ce détenu au chef du service de l'inspection générale des affaires sociales, pour se plaindre du fonctionnement du service médical de l'établissement, avait le caractère d'une réclamation injustifiée ;

Considérant qu'il ne ressort pas des pièces du dossier et qu'il n'est du reste pas allégué, que cette réclamation, à la supposer injustifiée, ait fait suite à de précédentes plaintes ayant fait l'objet de décisions de rejet ; que si le garde des Sceaux, Ministre de la Justice, soutient que cette réclamation comportait des imputations calomnieuses, un tel grief ne figure pas dans les motifs de la décision attaquée et qu'au surplus, si la lettre de M. MARIE énonce des critiques dans des termes peu mesurés, elle ne contient ni outrage, ni menace, ni imputation pouvant être qualifiés de calomnieux ; que, dès lors, en prenant la décision attaquée, le directeur de la maison d'arrêt, dont la décision a été implicitement confirmée par le directeur régional des services pénitentiaires, s'est fondé sur des faits qui ne sont pas de nature à justifier une sanction ; que, par suite, et sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens de la requête, M. MARIE est fondé à demander l'annulation de ces décisions...